

LIBYE

L'aviation, l'arme fatale de Kadhafi

La guerre civile en Libye a entamé, hier, sa quatrième semaine. Sur le terrain, le régime Kadhafi et l'opposition se disputent la prise des villes et, en l'absence d'informations fiables, le pays offre l'image d'un parfait statu quo.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est d'autant plus complexe comme situation dans le cas libyen, que tout se passe en dehors de la capitale. Tripoli reste pour le moment entièrement sous le contrôle de Kadhafi et n'a enregistré aucun mouvement d'envergure.

Ni combats militaires, ni même manifestation hostile au régime comme c'était le cas en Tunisie et en Égypte. Ce qui tourne à l'avantage de Kadhafi pour le moment. Et c'est ce qui explique, aussi, les incessantes tentatives de l'opposition de s'emparer des villes limitrophes de la capitale pour, ensuite, pouvoir mener l'assaut final sur Tripoli, seule éventualité qui puisse réellement faire tomber le « Guide ». Mais ce dernier dispose d'un atout majeur par rapport à l'opposition : l'aviation. C'est d'ailleurs l'armée de l'air qui est chargée depuis quelques jours de réprimer la rébellion.

Des raids incessants ont été signalés hier, principalement sur deux villes contrôlées par l'op-

position, en l'occurrence Ras Lanouf, une ville stratégique pour son port pétrolier, et Zenten, à 120 km au sud de Tripoli. Pendant ce temps, la création d'une zone d'exclusion aérienne pour empêcher Kadhafi d'utiliser cette arme absolue qu'est l'aviation est une option que vient de soutenir même l'Organisation de la conférence islamique. Cela, cependant que les Américains, surtout, hésitent encore à la mettre en pratique.

Selon bien des experts militaires, elle n'est pas si facile à réaliser et ses résultats sont aléatoires en raison de l'éloignement des principales bases de l'Otan des terrains des opérations. Une seule possibilité pour la réaliser : la participation des pays limitrophes à la Libye, c'est-à-dire l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie à l'opération. Ce qui n'est vraiment pas évident.

La communauté internationale, les Américains en tête, ne semble pas très emballée pour le moment par l'éventualité d'une intervention militaire en



Photo : DF

Libye. Le syndrome irakien, l'enlèvement en Afghanistan, entre autres, sont autant de freins pour un Barack Obama qui ne voudrait certainement être comparé à George Bush, à une année des élections présidentielles aux Etats-Unis.

Washington a, dans l'affaire libyenne, adopté un profil bas. Ses positions sont nettement timorées. En tout cas, cela n'a

absolument rien à voir avec la posture offensive de l'administration américaine par rapport à Ben Ali et Moubarak. On privilégie au contraire, s'agissant de Kadhafi, la voie des pressions politiques et morales, comme par exemple actionner la Cour pénale internationale, ou alors inviter des représentants de l'opposition libyenne au sommet de l'Union européenne ou

même, au début des événements, geler la participation de la Libye à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, ou alors priver Kadhafi du droit de se rendre dans les pays de l'Union européenne. Soit autant de sujets qui ne constituent franchement pas des préoccupations majeures pour un Mouammar Kadhafi !

K. A.

SUR FOND DE GUERRE CIVILE EN LIBYE

Les derricks de l'Opep sous pression

La guerre civile qui se déroule en Libye met les derricks de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sous pression.

L'option d'une augmentation de la production est ainsi discutée entre les membres de l'Opep même si aucune décision n'était prise hier. Selon le ministre koweïtien du Pétrole, Ahmed Abdallah Al- Sabah, des consultations ont eu lieu entre les membres de l'Organisation sur l'impact des affrontements violents en Libye.

Dans ce pays qui représente 1,55 million de barils/jour, le port pétrolier de Ras Lanouf qui dispose d'environ 200 000 barils dans son terminal et abrite une raffinerie d'une capacité de 220 000 barils/jour, a été touché par des raids aériens. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les pertes de la production libyenne représentaient de 850 000 à 1 million de barils/jour, soit plus de la moitié de la production du pays et environ 1% de la consommation mondiale.

Toutefois, l'Opep « n'a pas décidé vers où aller », a affirmé hier le responsable koweïtien qui a démenti que le Koweït ait augmenté sa production.

En augmentant sa production, l'Opep contribuera-t-elle à stabiliser les cours du pétrole qui ont connu, les dernières semaines, une hausse de plus de 20% ? Cela même si les cours fléchissaient, mardi matin à 114,91 dollars le baril de Brent, après être monté, la veille lundi, jusqu'à

118,50 dollars, se rapprochant de leur pic du 24 février dernier (119,24 dollars). Et dans la mesure où l'évolution des cours a été influencée par les récentes déclarations du secrétaire général de la Maison Blanche, William Daley. Selon l'officiel américain,

les Etats-Unis n'excluaient pas de puiser dans leurs réserves stratégiques de pétrole pour endiguer la flambée des prix liée à l'instabilité dans le monde arabe. Or, l'augmentation de la production de l'Opep (officiellement de 24,84 millions de barils/jour), conjuguée à l'option américaine, suffira-t-elle ? Rien n'est évident, d'autant que les

prix pourraient augmenter davantage, si l'instabilité atteint l'Arabie saoudite, plus grand producteur de pétrole, où des appels à manifester ont fleuri, ou d'autres pays comme Bahreïn et le Yémen.

Or, l'Opep dispose d'un excédent inutilisé de 6 millions de barils/jour, la hausse de la production devenant donc injustifiée !

En précisant que la production mondiale est évaluée à 87 mbj, la demande en pétrole reste soutenue et la durée des stocks est de 61 jours. En pompant davantage ou en maintenant ses niveaux actuels, l'Opep restera néanmoins sous pression jusqu'à sa réunion prochaine en juin 2011.

C. B.

L'OTAN ET L'UE SE RÉUNISSENT À BRUXELLES POUR ÉTABLIR LE PLAN DE DESTITUTION DE GUEDDAFI

L'alliance et l'alibi

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général du Traité de l'Alliance de l'Atlantique Nord (Otan), déclare, à partir de Bruxelles : « La situation est mouvante », comprendre nous avons sur la table plusieurs scénarii, y compris celui de l'intervention.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Bruxelles ne désemplit plus à cause de la situation en Libye. Vendredi et samedi prochains, toutefois, ce n'est pas une rencontre de plus entre dirigeants occidentaux, mais la LA rencontre.

L'Alliance, comme on dit ici, c'est-à-dire l'Otan et l'Europe, terme désignant l'Union européenne, se réunissent en conclave. Quand le militaire et le politique se concertent, ce n'est pas pour des broutilles, mais pour établir et exécuter des plans précis, ordonnés et situés dans le temps et l'espace.

L'espace est identifié, c'est la Libye. Par contre, le temps est compté pour l'Amérique et l'Europe.

Le secrétaire général de l'Otan déclare « la situation est mouvante ». Entendre par là que plusieurs options sont retenues et qu'il faut, tout simplement, actionner le mot de passe le moment venu. Obama des États-Unis est plus explicite encore : « Je veux adresser un message clair à ceux qui entourent Kadhafi. C'est à eux de décider de la suite des événements. » D'un mot, le président américain en appelle à la garde prétorienne du colonel de la tripolitaine et de la cyrénaïque pour qu'elle fasse « le boulot ». Eliminer « le Guide de la Révolution ».

D'ici la veille du week-end prochain, date des conciliabules entre Bruxelles et Bruxelles, c'est-à-dire l'Otan et l'UE, les événements se seront précipités. D'où l'offre, sans doute teintée de ruse, de tactique de guerre, via quotidiens arabophones tirés à Londres et à Al Jazeera. Départ de l'auteur du Livre vert et remise du pouvoir au « Congrès du peuple » (Parlement libyen désigné par Gueddafi) contre arrêt des poursuites pour crimes contre l'humanité. Le cinglé de Tripoli, peut-être dérangé mais pas assez...

fou pour croire aux sornettes, demande des garanties sérieuses, en béton. Qui les lui donnera, Hugo Chavez ?

Le président du Venezuela, élu, réellement élu, bien élu et excellemment élu, est certes porteur d'un plan de sortie d'impasse, mais s'il réussit son coup, Gueddafi ne pourra plus être poursuivi. Les nouvelles autorités qui succéderont au colonel fou accepteront-elles, le pourront-elles, d'ailleurs, construire la Libye sans un châtiment cruel des Gueddafi père et fils ? Pas sûr. Caracas, dit-on, ici, n'insiste pas outre mesure pour vendre sa médiation.

Vendredi et samedi prochains, à Bruxelles, l'UE et l'Otan n'auront guère le choix. Ils valideront le plan de Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Alliance de l'Atlantique Nord, une intervention en bonne et due forme avec l'aval de l'ONU, de Ban ki-Moon. Sauf si, entre-temps, l'« entourage » de Gueddafi applique la doctrine Obama.

« Achevez-le », « achevez le colonel ! »

A. M.